



## **RETRAIT DE LA LOI ASILE IMMIGRATION : LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A Y GAGNER !**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA de Haute-Loire expriment leur refus de cette loi raciste et xénophobe qui n'a que pour but de détourner le salariat des vrais responsables de la crise sociale. C'est le gouvernement et les actionnaires qui sont responsables des bas salaires, de la précarité, de la dégradation des conditions de travail, de la disparition des services publics ... Pas les immigrés !

Cette loi précarise encore un peu plus les travailleurs migrants : plus on précarisera les travailleurs migrants, plus l'ensemble des travailleurs verra ses conditions d'existence tirées vers le bas. En plus cette loi renforce le pouvoir discrétionnaire des préfets pour régulariser les travailleurs sans papier dans les métiers en tension : l'égalité républicaine disparaît au profit d'une république arbitraire !

La remise en cause du principe d'universalité des allocations familiales est un précédent dangereux qui rompt aussi avec l'égalité de traitement pour tous. La fin du droit du sol est une aberration à tel point que des enfants nés et éduqués en France pourraient devenir apatrides.

La complexification de l'accès à l'université des étudiants étrangers rompt avec l'idée du partage des savoirs. Accepterions-nous que nos étudiants qui partent à l'étranger soient stigmatisés ! A cela s'ajoute la remise en cause de l'aide médicale d'état qui risque, avec la non prise en charge à temps, d'accroître les pathologies graves et de mettre à genoux un système de santé fragilisé par une gestion libérale et comptable depuis des décennies. La santé des uns, c'est celle de tous !

Nous organisations syndicales rappelons que quel que soit l'endroit d'où ils viennent ce sont les travailleurs qui produisent la richesse. Et quoi qu'en disent nos gouvernants et politiques, les travailleurs étrangers participent à la vie de la collectivité en faisant rentrer chaque année 60 milliards de cotisations et impôts.

Nous rappelons notre attachement indéfectible à la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce texte discriminatoire remet profondément en cause les principes républicains d'égalité et de solidarité. La priorité doit être l'égalité des droits en particulier des droits sociaux, la régularisation de l'ensemble des travailleurs sans-papiers et la solidarité avec les migrant.es.

**Au regard de cette loi discriminatoire et injuste, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA de Haute-Loire appellent à se rassembler le dimanche 21 janvier à 11h devant la Préfecture au Puy en Velay.**